



Association des maires du  
Guidimakha  
A.Mai.G



جامعة انواكشوط  
UNIVERSITE  
DE NOUAKCHOTT

**Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire  
Régional au Guidimakha  
(PEPSAR-G)**

**Etude de recherche sur les déterminants de l'insécurité alimentaire  
au Guidimakha**

**Thème 1**

**“ MIGRATIONS ET SECURITE ALIMENTAIRE ”**

**VERSION CORRIGEE**

par l'équipe du PEPSAR-G :  
Virginie LE COUSTER et Abderrahmane N'DONGO

Réalisée par Mlle BA Aida,  
Etudiante en master 2 Nutrition et  
Agro valorisation en santé publique  
Parcours « Nutrition »

GRDR Sélibaby  
Octobre 2011

*Avec le soutien financier de :*



*Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du GRDR et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.*

## Remerciements

J'adresse mes sincères remerciements aux ménages enquêtés, aux personnes ressources ainsi qu'aux communautés villageoises pour leur disponibilité et leur aide mais aussi pour leur soutien.

Je remercie également toute l'équipe du GRDR, en particulier l'ensemble du personnel de la cellule de Sélibaby, qui m'a beaucoup aidé dans ce travail.

Enfin, je remercie le Chargé de projet PEPSAR-G (Abderrahmane N'DONGO) et la Chargée d'étude du projet PEPSAR-G (Virginie LE COUSTER) avec qui j'ai travaillé tout au long de ce stage.

# Sommaire

<b>Abréviations .....</b>	<b>5</b>
<b>Résumé .....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>8</b>
<b>1. Méthodologie .....</b>	<b>10</b>
1.1 Echantillonnage .....	10
1.2 Identification des zones d'intervention.....	11
1.3 Protocole d'enquête.....	12
<b>2. Résultats.....</b>	<b>17</b>
2.1. Contribution des revenus issus de la migration .....	17
2.2. Migrations et habitudes alimentaires .....	23
2.3. Impact des migrations sur la production agricole et pastorale et sur les politiques publiques de sécurité alimentaire .....	28
<b>Conclusions et recommandations .....</b>	<b>30</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>33</b>

## Abréviations

**AGR** : Activité Génératrice de Revenus

**A.MaiG** : Associations des Maires du Guidimakha

**BFS** : Bassin du Fleuve Sénégal

**BNM** : Banque Nationale de Mauritanie

**COS** : Comité d’Orientation Stratégique

**GRDR** : Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural

**IA** : Insécurité Alimentaire

**M1** : Migrants de type 1 (Ressortissants vivant et travaillant dans les pays d’Europe ou industrialisés depuis plusieurs années et plusieurs générations)

**M2** : Migrants de type 2 (Migrants saisonniers s’absentant quelques mois par an pour se rendre dans les centres urbains de Mauritanie ou des pays voisins à la recherche d’AGR)

**M3** : Migrants de type 3 (Ressortissants vivant et travaillant dans la sous-région ou pays d’Afrique depuis plusieurs années et plusieurs générations)

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**O.N.S** : Office National de la Statistique

**OP** : Organisation Paysanne

**OPT** : Office des Postes et Télécommunications

**PAIDEL**: Programme d’Appui aux Initiatives de Développement Local

**PEPSAR-G** : Projet pour l’Emergence d’un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha

**PFNL** : Produits Forestiers Non Ligneux

**SA** : Sécurité Alimentaire

**UAGD** : Union des Associations du Guidimakha pour le Développement

**U.NKt** : Université de Nouakchott

**URCAP**: Union Régionale des Coopératives AgroPastorales

## Résumé

La Mauritanie est confrontée à des crises alimentaires récurrentes. Beaucoup d'acteurs considèrent que cette situation trouve son origine dans les contraintes climatiques qui affecteraient la production agropastorale. Paradoxalement les données disponibles suggèrent que les régions productrices de la Mauritanie comptent parmi les plus touchées par l'IA et que par ailleurs, au sein d'un territoire soumis aux mêmes contraintes climatiques et risques, les disparités entre villages et ménages sont quelquefois considérables<sup>1</sup>. C'est pourquoi, il est nécessaire d'avoir une analyse plus approfondie sur les déterminants structurels de l'IA en Mauritanie afin que les pouvoirs publics et leurs partenaires évoluent dans leur appréhension de la question.

L'objectif du Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha (PEPSAR-G) est de contribuer à l'émergence d'un environnement favorable à la prévention durable des risques d'IA en Mauritanie. Son but spécifique est d'améliorer les capacités d'analyse et de propositions des élus locaux et des organisations de producteurs du Guidimakha<sup>2</sup> (Mauritanie) dans le domaine de la SA.

La première activité de ce projet vise à évaluer les déterminants de l'insécurité alimentaire au Guidimakha<sup>3</sup> via la conduite de trois (3) thématiques de recherche à savoir « Migrations et Sécurité Alimentaire », « Gestion du foncier et ressources naturelles et Sécurité Alimentaire », « Habitudes alimentaires et Sécurité alimentaire ».

L'étude « Migrations et Sécurité Alimentaire » vise à déterminer dans quelle mesure les migrations, dans leur diversité, permettent (ou pas) d'améliorer la sécurité alimentaire et de prévenir (ou pas) les risques d'IA. Ce travail donnera des indications sur les actions à mener pour une meilleure contribution des migrants à la SA.

Les enquêtes se sont déroulées dans la région du Guidimakha auprès d'un échantillon représentatif de la population régionale. Les informations sont obtenues par des questionnaires "ménage", des questionnaires village (*focus group*), des entretiens semi-directif auprès de personnes ressources et partenaires de la région sans oublier l'observation et la recherche documentaire.

En parallèle, des enquêtes seront menées en île de France (Paris) où de nombreux ressortissants de la région résident. Cette recherche "là-bas" complètera les informations recueillies "ici".

Plusieurs résultats ont été obtenus lors de cette étude au niveau de la région du Guidimakha. Tout d'abord, l'importance de la contribution des revenus issus de la migration au sein des ménages a pu être mesurée. La majorité des familles "avec migrants" estiment que ces revenus occupent une grande place dans leurs revenus ménagers. Cet argent est utilisé principalement pour l'alimentation, la santé puis l'habillement. Pour leur alimentation, les ménages achètent prioritairement des aliments de première nécessité (importés) tels que le riz, l'huile végétale et le sucre. Selon les chefs de ménage enquêtés, les revenus de la migration n'auraient aucun impact sur l'augmentation des prix des denrées.

De plus, il a été noté une évolution des habitudes alimentaires durant ces soixante (60) dernières années. Cette évolution concerne principalement les plats consommés pour le

---

<sup>1</sup> Résumé du projet PEPSAR-G.

<sup>2</sup> Cf. en *Annexe* : Carte de la Mauritanie situant le Guidimakha.

<sup>3</sup> Cf. en *Annexe* : Carte du Guidimakha.

petit déjeuner et le déjeuner. Selon l'étude, cette évolution peut en partie s'expliquer par le phénomène migratoire mais aussi par l'ouverture croissante du pays aux importations de nouveaux aliments.

Enfin, notre étude fait ressortir que les effets de la migration sur les niveaux de production agricole sont contradictoires. Les migrations de longue durée (un an et plus) entraînent en effet une perte de la main d'œuvre familiale rurale. Cette perte se traduirait par la diminution des surfaces cultivées et, par conséquent, de la production céréalière sèche. Pour compenser ce phénomène, certaines unités de production investissent une partie des revenus migratoires dans l'achat de force de travail (développement du salariat agricole puisé essentiellement dans les villages précaires) ou confient une partie de leur terre en métayage.

## Introduction

Depuis plus de 40 ans, le **Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR)** accompagne des migrants originaires du bassin du fleuve Sénégal (région traditionnellement migratoire) dans leurs projets de développement de leur espace d'origine.

Créé en 1969 par des agronomes français et des migrants africains, cette association de solidarité internationale a pour zone d'intervention le bassin du fleuve Sénégal<sup>4</sup>(BFS). Elle s'élargie avec une cellule en Casamance au Sénégal et à Cachungo en Guinée Bissau. Elle travaille autour du triptyque « *migration, citoyenneté et développement* » avec les communautés locales et les migrants d'« ici » et « là-bas » dans le BFS. De plus, elle intervient en France dans les foyers de migrants de la région de l'Île-de-France (IDF), Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie par des actions favorisant l'insertion de ces derniers dans la société française.

Les interventions du GRDR en Mauritanie remontent à 1989, dans la *wilaya* (région) du Guidimakha où le GRDR s'est installé à Sélibaby.

Le Guidimakha est une région au sud de la Mauritanie, frontalière avec le Mali à l'est (Oued *Karakoro*) et avec le Sénégal au sud (Fleuve Sénégal). Le Guidimakha se caractérise par un fort enclavement suite au manque de routes. Elle est la plus petite des douze (12) régions du pays (10 700 km<sup>2</sup>). La *Wilaya* regroupe dix huit (18) communes réparties entre deux (2) *Moughataa* (département) à savoir : Ould Yengé (7) et Sélibaby (11) qui est la Capitale régionale. La population de la *wilaya* est estimée à 204 663 habitants en 2007, soit une densité de 19.9 habitants/km<sup>2</sup> (densité nationale : 2.98 habitants/km<sup>2</sup>)<sup>5</sup> : c'est une *wilaya* fortement peuplée.

Elle compte une taille moyenne de ménages de 8.9 personnes (5.9 au niveau national). En 2000, 16.8% des ménages étaient dirigés par des femmes contre 83.2% dirigés par des hommes. C'est une région à dominance agropastorale.

Le Guidimakha est caractérisé comme étant l'une des zones la plus pauvre de la Mauritanie. La migration est une des alternatives à cette pauvreté ; ce qui explique le fort potentiel migratoire recensé au sein de cette région. Face à cette importante diaspora, le GRDR développe et met en œuvre des projets en phase avec le triptyque 'migration, citoyenneté, développement'<sup>6</sup>. Ainsi, le projet PAIDEL<sup>7</sup> (Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local) mis en œuvre dans la *wilaya* pour une meilleure coopération territoriale a fait ressortir de potentiels facteurs d'insécurité alimentaire au Guidimakha lors des travaux menés sur la prospective territoriale de cette région à l'horizon 2030. Ce travail a permis d'orienter l'intervention du projet PEPSAR-G pour lutter contre l'IA.

Le Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha (PEPSAR-G) s'inscrit donc dans la continuité des actions du GRDR au Guidimakha. L'action vise, sur trente (30) mois, à atteindre quatre (4) résultats principaux

---

<sup>4</sup> Sélibaby/Guidimakha et Kaédi/Gorgol pour la Mauritanie, Kayes/Kayes pour le Mali, et Bakel/Tambacounda pour le Sénégal.

<sup>5</sup> Guidimakha en chiffres 1995-2007 de l'Office National de la Statistique – Direction des Statistiques Régionales – Service Régional du Guidimakha (Ministère des Affaires Economiques et du Développement).

<sup>6</sup> <http://www.grdr.org>

<sup>7</sup> Prospective territoriale du Guidimakha à l'horizon 2030\_PAIDEL\_Octobre 2010.

qui devraient permettre « d'améliorer les capacités d'analyse et de propositions des élus locaux et des Organisations Paysannes (OP) du Guidimakha dans le domaine de la SA » :

1. Les déterminants de l'IA au Guidimakha sont identifiés et débattus localement par l'Association des Maires du Guidimakha (AMAIG), les OP, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et la population.
2. Les organisations paysannes et élus locaux du Guidimakha développent/renforcent la coopération avec des OP de la sous région et des collectivités locales du Nord.
3. Une information régulière et partagée est produite sur les niveaux de production agro pastorale et les flux des produits de l'élevage et de l'agriculture au Guidimakha.
4. La démarche de production et de partage d'information sur les déterminants structurels de la SA est diffusée à l'échelle nationale.

Le résultat 1 sera obtenu à travers la conduite d'études sur les déterminants de la SA au Guidimakha avec l'Université de Nouakchott (U.Nkt), plus précisément le département de Géographie (Faculté des Lettres et Sciences Humaines), sur trois (3) variables clés: « Migrations et SA » ; « Gestion du foncier, des ressources naturelles et SA » ; « Habitudes alimentaires et SA ».

Le Guidimakha est connu pour sa « tradition migratoire » vers l'Europe qui a débuté dès la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. En réalité, les dynamiques migratoires de la *wilaya* sont beaucoup plus anciennes et diverses : migrations saisonnières internes, migrations vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale sont aussi très courantes. Au Guidimakha, il est rare de rencontrer un ménage qui ne comprend pas de « migrant ».

L'étude « Migrations et Sécurité Alimentaire » vise à évaluer la contribution des migrations à la sécurité alimentaire des habitants du Guidimakha. Il s'agira ainsi de qualifier et de quantifier l'impact des migrations sur la sécurité alimentaire à partir d'un échantillon représentatif de la diversité de migrations présentes au sein de cette *wilaya*. Les déterminants de la migration, la durée et l'ancienneté de la migration, le parcours et la destination des migrants, le type d'activités conduites lors du parcours migratoire seront ainsi pris en considération pour constituer un échantillon intéressant.

Les Termes de Référence (TdR)<sup>8</sup> prévus dans le cadre de cette thématique spécifique stipulent les différents effets de la migration auxquels il faudra être attentif.

Cinq (5) résultats sont attendus sur cette thématique de recherche :

- Résultat 1 : La contribution des revenus issus de la migration au revenu du ménage est évaluée
- Résultat 2 : L'impact des revenus de la migration sur le prix des denrées alimentaires et l'emploi local dans les localités d'émigration est évalué.
- Résultat 3 : L'impact de la migration sur l'évolution des habitudes alimentaires est évalué
- Résultat 4 : L'impact des migrations sur la production agricole et animale est évalué
- Résultat 5 : L'impact des migrants sur les politiques publiques de sécurité alimentaire est évalué

Dans l'optique de mener à bien cette étude de recherche, il a été fait recours :

- En premier lieu, à une méthodologie adaptée au contexte ;
- En second lieu, à des résultats et une analyse afin d'apprécier l'impact de la migration sur la SA au Guidimakha. Sans oublier que ce travail de recherche inclue également des recommandations/suggestions pour favoriser le lien entre la migration et la SA.

---

<sup>8</sup> Cf. en *Annexe* : Termes de Référence de l'étude « Migrations et SA ».

# 1. Méthodologie

Pour une meilleure efficacité de cette période de stage, il a été constitué un plan d'activités individuel<sup>9</sup> (PAI) correspondant à une méthodologie adaptée.

## 1.1 Echantillonnage

### ➤ Population cible

Les dix huit (18) communes des deux (2) départements (*Moughataas*) de Sélibaby et de Ould-Yengé regroupent plus de quatre cent (400) localités<sup>10</sup> qui totalisent près de deux cent mille (200 000) habitants, soit près d'un dixième (1/10<sup>ème</sup>) de la population nationale. Les départements du Guidimakha<sup>11</sup> se caractérisent, principalement, par deux (2) environnements très distincts : « *limite du fleuve Sénégal* » et « *limite du désert* » ; d'où l'intérêt d'enquêter au sein de ces deux (2) *Moughataas* correspondant au « Nord » et « Sud » de la région.

L'enquête ne pouvant pas couvrir toute la région (*Wilaya*) du Guidimakha (10 700 km<sup>2</sup>), un échantillonnage est réalisé sur différents critères pour la sélection des zones d'intervention. Ces critères sont les suivants :

- Présence de trois (3) types de « *Migrants* » ;
- Ampleur du phénomène migratoire dans les localités (Cf. *Carte du Diagnostic PaiDeL-2009*) ;
- Variation de l'ancienneté (ancien/récent) des localités ;
- Accessibilité des sites (enclavement/non enclavement).

La typologie des migrants<sup>12</sup> adoptées au sein de cette étude de recherche est :

**M1** : Ressortissants vivant et travaillant dans les pays d'Europe (*précisions pour Ile de France*) ou industrialisés depuis plusieurs années et plusieurs générations;

**M2** : Migrants saisonniers<sup>13</sup>, s'absentant quelques mois par an pour se rendre dans les centres urbains de Mauritanie ou des pays voisins à la recherche d'activités génératrices de revenus;

**M3** : Ressortissants vivant et travaillant dans la sous-région ou pays d'Afrique depuis plusieurs années et plusieurs générations.

L'enquête à l'intérieur de la région se déroulant pendant le mois de juillet, les localités seront très difficiles d'accès. Cette période correspond à la saison des pluies (juin à septembre) ; par conséquent certains villages sont très enclavés, voir même inaccessibles. Sans oublier qu'il existe la contrainte « *Temps* », vis-à-vis du fait que les missions d'enquête vont se dérouler sur un mois, soit quatre (4) semaines ; avec une moyenne de quatre (4) jours par localité.

---

<sup>9</sup> Cf. en *Annexe* : PAI.

<sup>10</sup> Projection en 2000 de l'Office National de la Statistique (ONS) en Mauritanie.

<sup>11</sup> Cf. en *Annexe* : Carte du Gudimakha (Découpage communale).

<sup>12</sup> Tout membre du ménage/famille en déplacement de plus de trois (3) mois à l'intérieur ou extérieur du pays.

<sup>13</sup> Tout membre du ménage en déplacement pour une période inférieure à un an.

Dans un souci d'équilibrage, au sein de l'échantillon, entre les zones urbaines et rurales, les villes de Sélibaby et de Ould-Yengé ont automatiquement été retenues parmi les zones d'intervention ; étant aussi les Chefs-lieux des deux (2) Départements de la région. Cette étude de recherche prend comme base d'informations, le recensement démographique de l'Office Nationale de la Statistique (ONS) concernant cette région de la Mauritanie : le Guidimakha.

### ➤ Taille de l'échantillon

Au total, l'échantillon sera constitué de quatre-vingt-dix (90) ménages pour effectuer cette étude thématique « *Migrations et Sécurité Alimentaire* » au Guidimakha (*Thème 1 au sein du projet*). Dans ce sens, il a été retenu d'interroger, un minimum de dix (10) ménages par localité sélectionnée, hormis *Sélibaby ville*<sup>14</sup>, où vingt (20) Chefs de ménage ont été enquêtés.

L'augmentation de cette grappe au sein de cette zone urbaine (Sélibaby) correspond au fait que cette dernière soit la Capitale régionale (principal pôle économique de la région). Quatre (4) quartiers ont été sélectionnés et cinq (5) ménages ont été interrogés par quartier.

Au préalable, des « Focus group » seront organisés au sein des villages composant les localités sélectionnées. Sept (7) questionnaires « village » seront administrés auprès d'une assemblée villageoise dans les zones rurales sélectionnées.

## 1.2 Identification des zones d'intervention

Sur la base du recensement<sup>15</sup> de la population et des localités de la *wilaya* du Guidimakha, une identification des localités d'intervention pour la mise en œuvre de l'enquête a été effectuée. Au sein de ce recensement régional, toutes localités<sup>16</sup> de moins de quatre cent (400) habitants ont été exclues de la sélection afin de sécuriser l'enquête. Dans chaque localité sélectionnée (exceptées : *Sélibaby*), dix (10) ménages ont été enquêtés.

Par ailleurs, sept (7) « *focus-group* » sur l'ensemble des neuf (9) localités sélectionnées ont été administrés. Les chefs-lieux de Département (Ould-Yengé et Sélibaby) ont été exclues de cet outil d'enquête, réservé uniquement aux zones qualifiée de « **rurale** ».

La *Moughataa* de Ould-Yengé (47 334 habitants) constituant approximativement<sup>17</sup> les 30% de la population de la *Wilaya* et 60% pour le Département de Sélibaby (126 900 habitants), le zonage s'est fait au prorata de la répartition géographique de la population au niveau de la région. L'objectif étant d'enquêter vingt (20) ménages dans le département de Ould-Yengé et soixante dix (70) ménages dans le département de Sélibaby, pour cette thématique de recherche.

Après validation des critères de sélection au sein de l'équipe d'expertise du GRDR<sup>18</sup>, des sites d'intervention ont été choisis en référence à l'expérience de l'équipe sur la présence de typologie de migrants, l'ampleur du phénomène migratoire diagnostiqué en 2009 dans le

---

<sup>14</sup> Cf. en *Annexe* : Carte de Sélibaby.

<sup>15</sup> Projection en 2000 de l'Office National de la Statistique (ONS) en Mauritanie.

<sup>16</sup> « *Localité* » = Tout lieu où il n'y a pas une unité d'habitation inamovible (Référence de l'ONS).

<sup>17</sup> Pourcentage arrondi au supérieur.

<sup>18</sup> **22 ans** d'expériences du GRDR au sein de la *Wilaya* du Guidimakha.

projet PaiDeL<sup>19</sup>, sur l'ancienneté des localités, ainsi que sur la praticabilité des pistes en saison des pluies (juin à septembre).

Concernant la *Moughataa* de Ould-Yengé (« *limite du désert* ») les **trois (3) localités sélectionnées** pour le thème « *Migrations et Sécurité Alimentaire* » sont :

N°	Localités	Nbre habitants	Communes
1	Ould-Yengé ville	3 074	Commune de Ould-Yengé
2	Lahraj centre	847	Commune de Lahraj
3	<i>Tektaké peul (Spécifique au Thème 2)</i>	610	Commune de Tektaké

Concernant la *Moughataa* de Sélibaby (« *limite du fleuve* »), les **six (6) localités sélectionnées** pour ce thème sont :

N°	Localités	Nombre d'habitants	Communes
1	Sélibaby ville (Thème 1 et 3)	13 259	Commune de Sélibaby
2	Diogountouro	2 980	Commune de Khabou
3	Arr centre	2 922	Commune de Arr
4	Bourguerbé maure	454	Commune de Arr
5	Wompou	3 055	Commune de Wompou
6	Agoïnitt	3 327	Commune de Ajar

Au niveau de Sélibaby ville, quatre (4) quartiers ont été choisis pour les enquêtes. Ce sont les quartiers de *Debaye el said*, *Bambaradougou*, *Kotchin Kollé* et *Collège*. Au niveau de chaque quartier, cinq (5) ménages ont été enquêtés.

Un planning de missions d'enquête<sup>20</sup> est élaboré afin d'organiser au mieux l'ordre de passage de l'équipe des enquêteurs sur les sites d'intervention sélectionnés au vu des contraintes « temps » et « intempéries » (saison des pluies).

### 1.3 Protocole d'enquête

#### ➤ Préparation de l'enquête

Après concertation avec l'AMaIG (en tant que partenaire institutionnel de ce projet de recherche-action) et du personnel du GRDR (cellule de Sélibaby ayant l'expertise du terrain), un planning de missions d'enquête terrain a été adopté pour atteindre un maximum de résultats en temps réel très faible (un mois).

Par la suite, une lettre d'information<sup>21</sup> sur cette planification d'enquête du PEPSAR-G au sein de la région a été introduite auprès des autorités régionales (*Waly*<sup>22</sup>, *Hakem*<sup>23</sup>) par le

<sup>19</sup> Cf. en *Annexe* : Cartographie « Pourcentage d'émigrants sur la population totale du Guidimakha » – Diagnostic sur l'impact des migrants sur le développement de la wilaya du Guidimakha – Octobre 2009 - Cellule du GRDR de Sélibaby – PAIDeL II (2007-2009).

<sup>20</sup> Cf. en *Annexe* : Planning missions d'enquêtes Juin-juillet 2011.

<sup>21</sup> Cf. en *Annexe* : Lettre d'information.

partenaire institutionnel (AMaiG). Cette information s'est suivie par des courriers d'introduction<sup>24</sup> de l'équipe PEPSAR-G auprès des représentants administratifs des différentes collectivités locales sélectionnées pour faciliter le travail de recherche de l'équipe des stagiaires-enquêteurs. Sans compter que chaque collectivité locale sélectionnée a pour rôle d'organiser l'enquête dans un minimum de bonnes conditions au sein des localités enquêtées.

De prime à bord, un test du questionnaire « ménage » a été élaboré. Deux (2) ménages ont été enquêtés à *Sélibaby ville*. Ce Test a permis à l'équipe d'amender cet outil d'enquête et de l'améliorer avant d'engager la période de recueil de données au sein des localités sélectionnées.

Des séances d'information et de sensibilisation ont eu lieu auprès de l'équipe des stagiaires-enquêteurs au sein des locaux du GRDR-Sélibaby avant d'ouvrir la période d'un mois d'enquête sur le terrain. Ces séances se sont constituées essentiellement de conseils<sup>25</sup> et directives par rapport au planning et critères de sélection de l'échantillonnage par localité.

### ➤ **Déroulement des enquêtes**

Dans un souci d'efficacité, les missions d'enquête terrain auprès des sites sélectionnés ont été planifiées selon la mesure d'enclavement des sites pendant cette période des pluies (juin-juillet-août).

L'équipe des superviseurs du PEPSAR-G a organisé chaque site d'enquête au préalable en prenant contact avec le Maire, et/ou élu local, et/ou animateur de Développement Local (ADL) affecté à ces localités. L'objectif est que ces derniers informent les représentants culturels de chaque localité visitée (chef de village et chefs de quartier) et qu'ils introduisent les enquêteurs auprès de la population.

Lors de la venue de l'équipe d'enquêteurs-stagiaires au sein de chaque localité, la présentation de l'étude de recherche et de l'équipe s'est faite auprès des élus locaux (Maire) ainsi qu'auprès des représentants culturels (Chef de village). Cette présentation permet une meilleure intégration des enquêteurs au niveau des différents sites d'enquête. Elle permet aussi une meilleure orientation du parcours à élaborer en respectant les critères de l'étude de recherche mais aussi en prenant en compte les variantes de chaque localité.

A la suite de ces présentations, un questionnaire « village » auprès de la communauté rurale est administré sous forme de « *Focus group*<sup>26</sup> ». La mission d'enquête se poursuit par des questionnaires « ménage » à administrer auprès d'un échantillon de la collectivité composant la localité ; sans oublier l'observation effectuée par l'équipe au sein de chaque localité visitée.

---

<sup>22</sup> Le Waly correspond au gouverneur dans le dialecte *Hassanya*.

<sup>23</sup> Le Hakem correspond au préfet dans le dialecte *Hassanya*.

<sup>24</sup> Cf. en *Annexe* : Courriers d'introduction.

<sup>25</sup> Cf. en *Annexe* : Diaporama « Conseils à l'enquêteur/trice ».

<sup>26</sup> Questionnaire administré à plusieurs personnes (assemblée villageoise).

### ➤ Questionnaire « village »

En premier lieu, au sein de chaque localité sélectionnée et qualifiée de « rurale », un questionnaire « village »<sup>27</sup> est administré auprès d'une assemblée villageoise constituée de membres de la localité. Ce « *Focus group* » est généralement organisé sur une place publique acceptée de tous (neutre) : chez le Chef de village ou à l'hôtel de ville. Les trois (3) thèmes de recherche spécifiques sont mis en valeur au sein de ce questionnaire « village » qui permet aux enquêteurs d'obtenir une vision d'ensemble de la communauté interrogée concernant le lien entre l'insécurité alimentaire et les thématiques étudiées.

Plusieurs critères doivent être respectés pour composer cette assemblée villageoise qui doit impérativement représenter la diversité de la population. Dix (10) personnes minimum composent cette assemblée dont deux (2) jeunes ainsi que deux (2) femmes au minimum. La présence du « genre » doit être respectée, sans oublier le fait que les répondants doivent être de niveau de vie différent (« faible », « intermédiaire », « acceptable »). Ces critères participent à garantir l'obtention de la parole de chaque couche sociale constituant la localité visitée.

L'équipe des enquêteurs étant constituée de six (6) personnes minimum, une organisation interne est, au préalable, définie afin d'administrer de manière efficace le questionnaire auprès d'une assemblée villageoise de ce type. Certains membres de l'équipe seront affectés à la traduction en langue locale (spécifique à chaque localité), certains à l'administration du questionnaire, et les autres viennent en appui à ceux-ci. L'équipe d'enquêteurs se sont adaptée à la disponibilité des villageois ainsi qu'au planning de leurs tâches hebdomadaires pour administrer les questionnaires « village » et « ménage ».

Au vu de la répartition démographique au sein des deux (2) Chefs-lieux de Département (*Moughataa*), zones urbaines, il est jugé impossible de réaliser des questionnaires de type « *Focus group* ».

### ➤ Questionnaire « ménage »

En second lieu, au sein de chaque localité d'intervention, dix (10) questionnaires « ménage »<sup>28</sup> ont été administrés auprès de différents chefs de ménage sur le *thème 1* ; hormis Sélibaby ville.

La localisation des ménages s'est faite avec l'aide de la population (notables : chef de village, chef de quartier, Elus locaux, etc.). Les critères pour la sélection des dix (10) ménages enquêtés par thème sont :

- Quatre (4) ménages de niveau de vie « *faible* »
- Trois (3) ménages de niveau de vie « *intermédiaire* »
- Trois (3) ménages de niveau de vie « *acceptable* ».

Par ailleurs, parmi ces dix (10) chefs de ménage interrogés par thème, il est comptabilisé au minimum deux (2) chefs de ménage femme.

---

<sup>27</sup> Cf. en *Annexe* : Questionnaire « village ».

<sup>28</sup> Cf. en *Annexe* : Questionnaire « ménage ».

Ces échantillonnages au sein de chaque localité ont pris en considération les différents quartiers constituant les localités ainsi que les composantes culturelles afin d'apprécier la variété des ménages présent au sein de ces différents sites d'enquête.

### ➤ Entretiens semi-directifs

Les questionnaires « village » et « ménage » ont été complétés par des entretiens de type « semi-directif »<sup>29</sup> avec des personnes ressources/partenaires du GRDR (services déconcentrés de l'Etat, ONG, acteurs indépendants, etc.).

Ces différents acteurs ont été entretenus à Sélibaby. L'intérêt de ces entretiens est de recueillir les appréciations de ces personnes ressources sur l'étude. L'idée est de confronter leur discours avec les différentes informations recueillies auprès des ménages afin de mieux appréhender les déterminants structurels de l'IA au niveau régional.

### ➤ Terminologie/Lexique

Afin de permettre une meilleure compréhension de certains concepts du projet PEPSAR-G, plusieurs notions ont été définies.

L'équipe d'enquêteurs s'est accordé sur une définition précise des différents termes techniques (sécurité alimentaire, migrants, habitudes alimentaires...) incontournables pendant la collecte des données.

La « **Sécurité alimentaire** » est assurée quand toutes les personnes à tout moment disposent d'un accès physique, économique et social à une alimentation suffisante, nutritive et saine qui satisfasse leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre d'avoir une vie saine et active. (FAO, 1996)<sup>30</sup>.

La sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité, l'accès ainsi qu'à l'utilisation de la nourriture de façon stable.

La « **migration** » est un déplacement volontaire d'individus ou de population d'un pays à un autre ou d'une région à une autre pour des raisons économiques, politiques ou culturelles<sup>31</sup>.

- Un « **migrant saisonnier** » est tout membre du ménage en déplacement pour une période inférieure à un an.
- Un « **migrant** » est tout membre du ménage en déplacement de plus de trois (3) mois à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Le « **foncier** » se définit comme l'ensemble des règles définissant les droits d'accès, d'exploitation et de contrôle de la terre et des ressources naturelles renouvelables<sup>32</sup>.

Une « **ressource naturelle** » est un bien, une substance, ou un objet présent dans la nature et exploité pour les besoins d'une société humaine. Il s'agit donc d'une matière première minérale (exemple : l'eau) ou d'origine vivante (exemple : le poisson). Ça peut-être aussi de

<sup>29</sup> Cf. en *Annexe* : Guides d'entretien.

<sup>30</sup> Sommet mondial de l'alimentation, FAO, ROME, Novembre 1996.

<sup>31</sup> Dictionnaire LAROUSSE.

<sup>32</sup> « *Stratégie foncière et aménagement de baffons au Sahel* », GRET, Juin 1998.

la matière organique comme le fossile, le pétrole, le charbon, le gaz naturel ou la tourbe. Il peut aussi s'agir d'une source d'énergie : énergie solaire ou éolienne<sup>33</sup>.

Les « **habitudes alimentaires** » sont les choix récurrents que font une personne ou un ensemble de personnes quant-aux aliments qu'elles consomment à la fréquence de leur alimentation et à la quantité absorbée chaque fois<sup>34</sup>.

Le « **ménage** » est l'ensemble des personnes apparentées ou non qui partagent de manière habituelle les mêmes repas.

Le « **revenu** » disponible d'un ménage comprend les revenus d'activités, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions des retraites et les indemnités de chômage), nets des impôts directs<sup>35</sup>.

Un « **actif** » est considéré comme étant tout membre du ménage ayant une activité rémunérée ou non (activités contribuant à l'alimentation du ménage).

Par la suite, différents termes indispensables pour mener à bien l'enquête ont été traduits dans les trois (3) langues locales (*hassanya, poular, soninké*) parlées au sein de cette région (aussi fidèlement que possible<sup>36</sup>).

---

<sup>33</sup> Rapport de la prospective de la *wilaya* du Guidimakha en Mauritanie à l'horizon 2030 - Sélibaby, GRDR, Octobre 2010.

<sup>34</sup> Site internet « Office québécoise de la langue française ».

<sup>35</sup> INSEE.

<sup>36</sup> Cf. en *Annexe* : Lexique des termes en langues locales.

## 2. Résultats

Une fois les enquêtes terminées, les questionnaires ont été dépouillés. La saisie et l'analyse des données ont été faites avec le logiciel *sphinx*.

Les résultats suivants sont issus de l'ensemble des outils susmentionnés, complétés par l'observation et une recherche bibliographique.

### 2.1. Contribution des revenus issus de la migration

Au sein de l'échantillon enquêté (90 ménages), cinquante huit **(58) ménages comportent des migrants**. Selon l'étude, la migration touche majoritairement les **hommes (96%)** pour une tranche d'âges comprise entre **20 et 40 ans**.

	Nombre de ménage	%
<b>M1</b>	<b>31</b>	<b>53</b>
<b>M2</b>	<b>24</b>	<b>41</b>
<b>M3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
Total	58	100

**Tableau 1** : Répartition des types de migrant au sein des ménages

Le tableau ci-dessus nous indique que sur les 58 ménages comportant des migrants :

- **53%** sont des **migrants saisonniers** dont la plupart sont des étudiants, manœuvres/ouvriers ou commerçants ;
- **41%** sont des **migrants des pays d'Europe ou des pays industrialisés** (vivant principalement en France et en Espagne). Leur domaine d'activité est très souvent méconnu au sein de leur famille restée au pays ;
- Environ **6%** de ces migrants vivent **dans les pays d'Afrique** (principalement en Côte-d'Ivoire et au Gabon) et sont pour la plupart des commerçants.

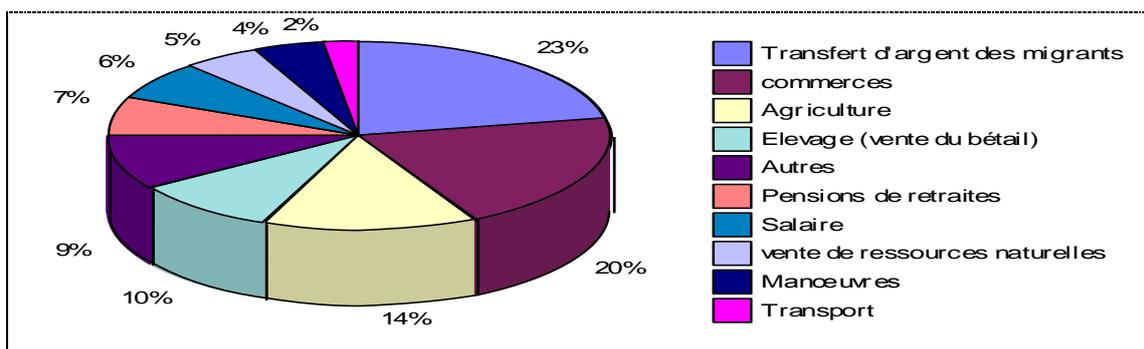
Il a été observé que les M2 sont surtout présents au sein des villages où le revenu est "faible" tandis que les M1 et les M3 sont surtout présents dans les villages où le revenu est "fort".

#### a) Impact des revenus issus de la migration sur le revenu familial

Dans cette région, Les revenus issus de la migration occupent une grande place dans le revenu total des ménages : **78% des migrants envoient de l'argent à leur famille**.

D'après la figure 1 ci-dessous, les familles ont comme principale source de revenus :

- le **transfert de capitaux** : 23% ;
- le **commerce** (petits commerces en particulier) : 20% ;
- l'**agriculture** : 14% ;
- l'**élevage** (déstockage du bétail) : 10%.



**Figure 1: Les sources principales de revenus monétaires des ménages enquêtés**

Le transfert d'argent des migrants varie selon la taille et les besoins des ménages. La plus petite taille des ménages enquêtés est composée de trois (3) membres et la plus grande, de cent vingt trois (123) membres.

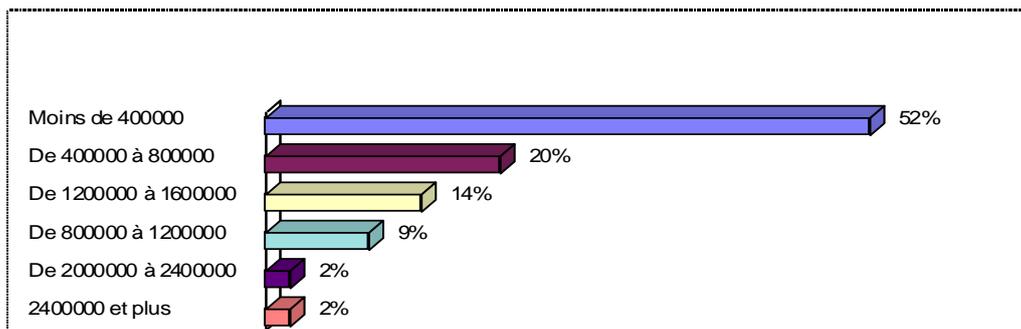
Ainsi, **52%** des migrants envoient moins de **400 000 MRO<sup>37</sup>/an** (équivalent à 1100€<sup>38</sup>) et **20%** entre **400 000 et 800 000 MRO/an** (équivalent à 2 200€) (Cf. figure 2). Il est également à noter que les M1 envoient plus d'argent que les M2 et M3. L'envoi d'argent se fait le plus souvent par les banques. En effet, selon le Receveur régional des postes au Guidimakha (Mauripost)<sup>39</sup> a soutenu, lors d'un entretien, qu'actuellement la poste ne compte pas de migrants dans sa clientèle. « *Au temps de l'OPT (Office des Postes et Télécommunications), les immigrés envoyaient beaucoup de mandats par la poste. Après la guerre du Sahara, l'OPT était en cessation de paiement, les mandats pouvaient durer jusqu'à six (6) à sept (7) mois environ. Par conséquent, beaucoup de clients ont abandonné la poste pour se rabattre sur les coopératives villageoises, les caisses d'épargne et de crédit pour transférer de l'argent à leur famille. Dès fois même, c'est par le biais des grands commerçants que les migrants font leur envoi. Les seuls clients qu'il nous reste sont des clients de la première génération qui sont retraités et qui viennent percevoir leurs retraites à la poste.* » Ces propos ont été appuyés par le Directeur de l'Agence BNM<sup>40</sup>. Au niveau de cette banque, la clientèle migrante est environ de 75% de la clientèle totale. Selon ce dernier, le montant moyen des transactions financières de sa clientèle migrante s'élève environ à **160 millions MRO/mois** (équivalent à 444 444,50€).

<sup>37</sup> MRO : Ouguiyas.

<sup>38</sup> Taux de change en vigueur par les bailleurs de fonds (l'Union Européenne par exemple), fixé à 1€ pour 360 ouguiyas.

<sup>39</sup> Cf. en *Annexe* : Retranscription Entretien semi-directif.

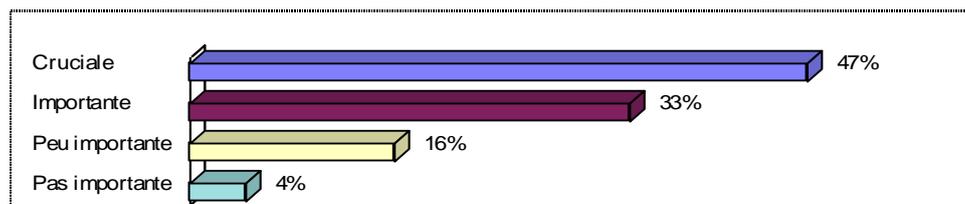
<sup>40</sup> Cf. en *Annexe* : Retranscription Entretien.



**Figure 2: Montants annuels transférés par les migrants auprès des ménages**

Ce graphique nous montre l'ampleur des sommes envoyées par les migrants au sein de leur ménage en pourcentage par année. **14%** des ménages reçoivent entre **1 200 000 MRO/an** (équivalent à 3 333,30€) et **1 600 000 MRO/an** (équivalent à 4 444,40€).

Etant donné, l'ampleur des transactions des migrants, la majorité des ménages reconnaissent qu'ils seraient dans des difficultés si l'envoi d'argent des migrants venait à s'arrêter. En effet, ils sont **47%** à qualifier de « **cruciale** » la somme envoyée par les migrants et **33%** des ménages pensent que la contribution financière des migrants est « **importante** » (Cf. figure 3).



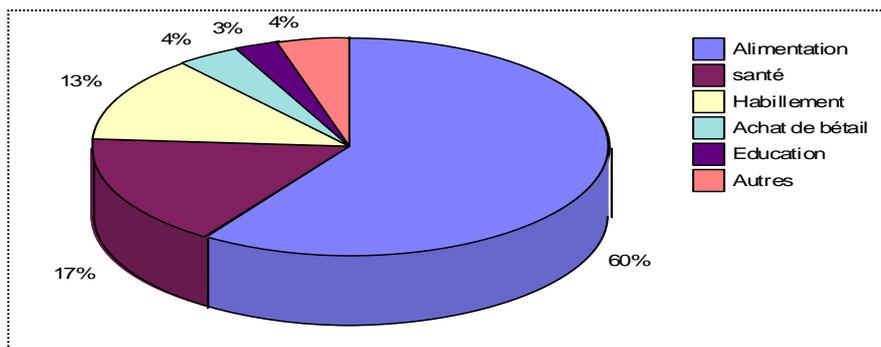
**Figure 3 : Importance des sommes envoyées par les migrants selon les ménages enquêtés**

D'après cette figure, **80 %** des ménages accordent une grande importance à la contribution financière de leurs migrants. Certains ménages ont révélé que si le transfert de capitaux des migrants venait à s'arrêter, l'impact sur leurs revenus ne serait pas perçu à court terme mais à long terme. Dans ce sens, ils seraient obligés de contracter des crédits ou de vivre uniquement de leur production agropastorale (PAP).

Les principaux domaines de dépenses de l'argent envoyé par les migrants sont **l'alimentation (60%)**, la **santé (17%)** et **l'habillement (13%)**.

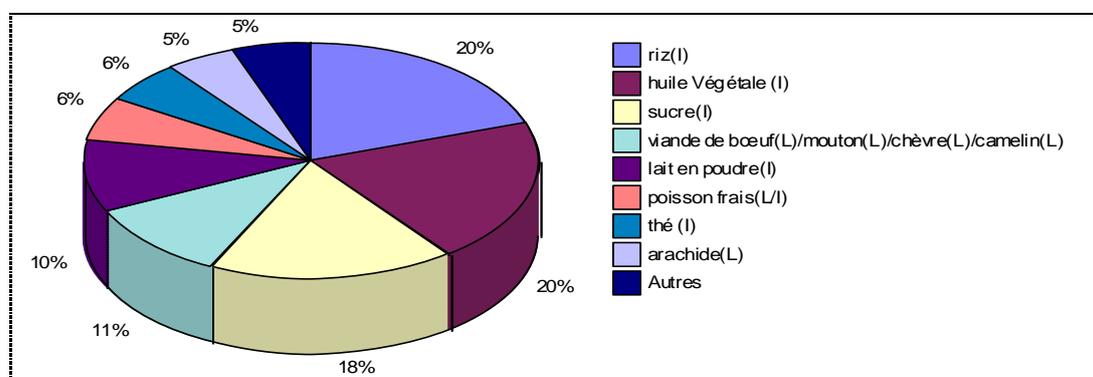
Pour la ration alimentaire, les ménages achètent prioritairement des produits de première nécessité importés (riz, huile végétale, sucre et lait) et de la viande (Cf. figures 4 et 5). Il en résulte que les ménages *guidimakhankés*<sup>41</sup> sont fortement dépendants des migrants de leur famille pour subvenir mensuellement à leurs besoins alimentaires de base.

<sup>41</sup> Habitants du Guidimakha.



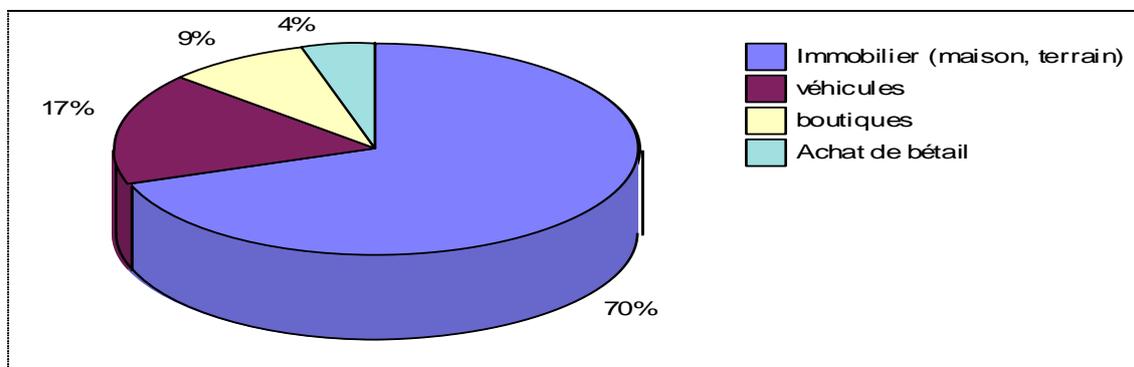
**Figure 4: Les principaux domaines de dépenses de l'argent envoyé par les migrants**

De même que les ménages "avec migrants", les ménages "sans migrants" dépensent prioritairement leur argent dans l'alimentation, la santé puis l'habillement. Cependant, certains produits alimentaires ne sont pas accessibles toute l'année car ils ne sont pas disponibles sur le marché vu l'état d'enclavement de la région.



**Figure 5: Les denrées alimentaires importées (I) ou locales (L) achetées prioritairement avec l'argent envoyé par les migrants.**

D'après l'étude, la proportion des migrants qui investissent est de **30%**. Il s'agit principalement des M1. Ils investissent généralement dans l'**immobilier** (achat de terrain ou de maison) à Nouakchott, à Sélibaby mais aussi dans leur village d'origine (Cf. figure 6) au Guidimakha.



**Figure 6: Les domaines principaux d'investissements des migrants**

Les migrants investissent principalement dans l'achat et/ou la construction de maison (familiale ou locative) mais aussi dans l'acquisition de véhicules personnels ou de transport (Taxi brousse, etc.). La plupart de ces investissements sont des AGR. Ces dernières leurs permettent d'avoir une rente destinée surtout à leur famille en cas de besoin (ration alimentaire, frais médicaux, etc.).

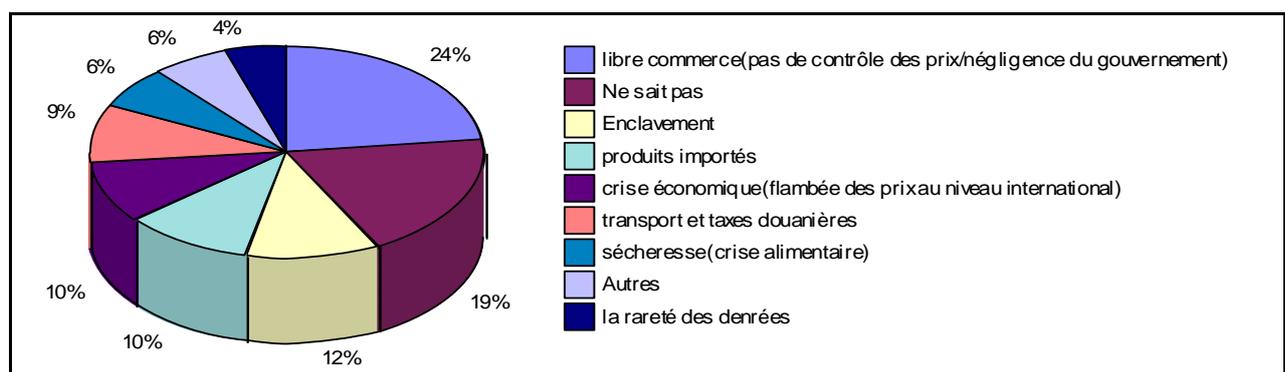
Les résultats montrent une importance capitale de la participation financière des migrants dans les localités enquêtées. Les migrants participent donc à la SA des ménages au moyen de transferts d'argent qui leurs permettent de subvenir surtout aux besoins alimentaires de leur famille. De ce fait, ces dernières arrivent à mieux supporter la période de soudure (Mars à juin).

De plus, les familles des migrants comptent en général beaucoup de membres qui partagent la même marmite. La taille des ménages peut atteindre cent vingt trois (123) membres comme il a été observé dans l'enquête.

Le Receveur régional des postes au Guidimakha nous fait aussi remarqué que le « *Guidimakha est l'une des régions les plus pauvres en Mauritanie et pourtant c'est là où il y a le plus grand nombre de migrants*<sup>42</sup> ».

#### b) Impact des revenus de la migration sur le prix des denrées alimentaires et sur l'emploi local

La quasi-totalité (98%) des ménages enquêtés constatent une augmentation du prix des denrées durant ces dix (10) dernières années. 24% d'entre eux pensent que cette augmentation serait due au libre commerce. En effet, le prix des denrées n'est pas contrôlé par le gouvernement mauritanien et les commerçants eux-mêmes fixent les prix de vente des produits. 19 % des enquêtés disent ne pas connaître les raisons de cette augmentation et 12% pensent que cette augmentation serait due à l'enclavement. Quant au 45% restant, ils expliquent cette augmentation par l'importation des denrées alimentaires et par la crise économique (Cf. figure 7).



**Figure 7: Les principales causes de l'augmentation du prix des denrées selon les enquêtés**

De plus, selon 57% des ménages, le transfert des capitaux par les migrants n'a pas d'impacts sur l'augmentation des prix des denrées. Ce que contredit le Directeur du collège de Sélibaby et le Secrétaire Général de l'UAGD : « *la migration est à l'origine de l'augmentation du prix*

<sup>42</sup> Cf. en Annexe : Retranscription d'entretien.

*des denrées. Il n'y a que des soninkés<sup>43</sup> dans les grandes boutiques avec des sommes faramineuses. Ce sont les "gros" clients. Les commerçants basent leurs prix sur les revenus des familles des migrants. Certains commerçants font des affaires avec les migrants eux-mêmes. Par exemple, ils fournissent la ration alimentaire aux familles des immigrés et ces derniers les payent directement en euros. Par conséquent, les autres familles sont sacrifiées.* » En effet, les M1 influenceraient la hausse des prix car ils envoient plus d'argent à leur famille que les autres types de migrants dans l'année. En effet, avec la conversion de l'euro en ouguiyas, les familles de ces migrants reçoivent plus d'argent que les familles des migrants de type 2 et 3.

Néanmoins, parallèlement à ce phénomène, l'Etat a mis en place des boutiques de solidarité pour lutter contre cette hausse des prix. D'après le Président de l'UAGD et membre du COS au GRDR : « *Certaines associations de migrants également créent des coopératives de consommation dans les villages pour aider la population à faire face à cette élévation du prix des denrées alimentaires<sup>44</sup>* ». De plus, d'après les résultats de l'étude, la majorité des personnes enquêtées (**94%**) avoue une influence de l'augmentation du prix des denrées sur leurs dépenses alimentaires. En effet, ils sont **80%** à augmenter leurs dépenses alimentaires au dépend d'autres dépenses telles que l'habillement, l'éducation ou la santé. **13%** des ménages ont trouvé d'autres stratégies afin de stabiliser leurs dépenses. Par exemple, certains ménages se ravitaillent au niveau des boutiques communautaires et d'autres achètent des aliments moins chers, de moins bonne qualité pour la plupart ou font des substitutions d'aliments. Nous pouvons en déduire que leur alimentation n'est pas forcément variée ni équilibrée et donc ne leur apporte pas tout ce dont leur organisme a besoin.

La majorité des ménages enquêtés comptant des migrants (**80%**) disent que ces derniers n'investissent pas dans des activités susceptibles de créer de l'emploi local.

---

<sup>43</sup> Une des communautés culturelles de la région.

<sup>44</sup> Cf. Retranscription entretiens en Annexe.

## 2.2. Migrations et habitudes alimentaires

### a) Evolution des habitudes alimentaires

Durant ces dernières années, les habitudes alimentaires ont beaucoup évolué au sein des villages enquêtés. Actuellement, les ménages "**avec migrants**" et les ménages "**sans migrants**" ont les mêmes habitudes alimentaires. Il n'a pas été noté de différences entre les habitudes alimentaires des ménages comportant des migrants de type M1, M2 ou M3. En effet, tous les ménages enquêtés consomment les mêmes types d'aliments, disponibles sur le marché. Cependant, la différence réside dans les quantités et qualités des produits consommés.

Il y a 60 ans, les gens consommaient au **petit-déjeuner** principalement le repas de la veille (« *bouwouya*<sup>45</sup> ») ou de la bouillie. Et parfois, ils ne prenaient que du lait de vache (frais ou caillé).

<i>AVANT</i>	<i>Petit déjeuner</i>
<b>1<sup>er</sup> type</b>	Repas de la veille
<b>2<sup>ème</sup> type</b>	Bouillie de mil/maïs/ riz
<b>3<sup>ème</sup> type</b>	Lait frais/lait caillé

Tandis qu'aujourd'hui, le petit-déjeuner dans les ménages est composé de pain ou avec du café ou du thé. Dans d'autres ménages, ils consomment de la bouillie et/ou le repas qu'ils ont préparé la veille.

<i>APRES</i>	<i>Petit déjeuner</i>
<b>1<sup>er</sup> type</b>	Pain sec + café/thé
<b>2<sup>ème</sup> type</b>	Bouillie de mil/maïs/riz
<b>3<sup>ème</sup> type</b>	Repas de la veille

Concernant le **déjeuner** (repas du midi), les principaux plats consommés il y a 60 ans et actuellement ont été recensés au sein des localités enquêtés.

---

<sup>45</sup> En *Soninké* (une des langues locales parlées au Guidimakha).

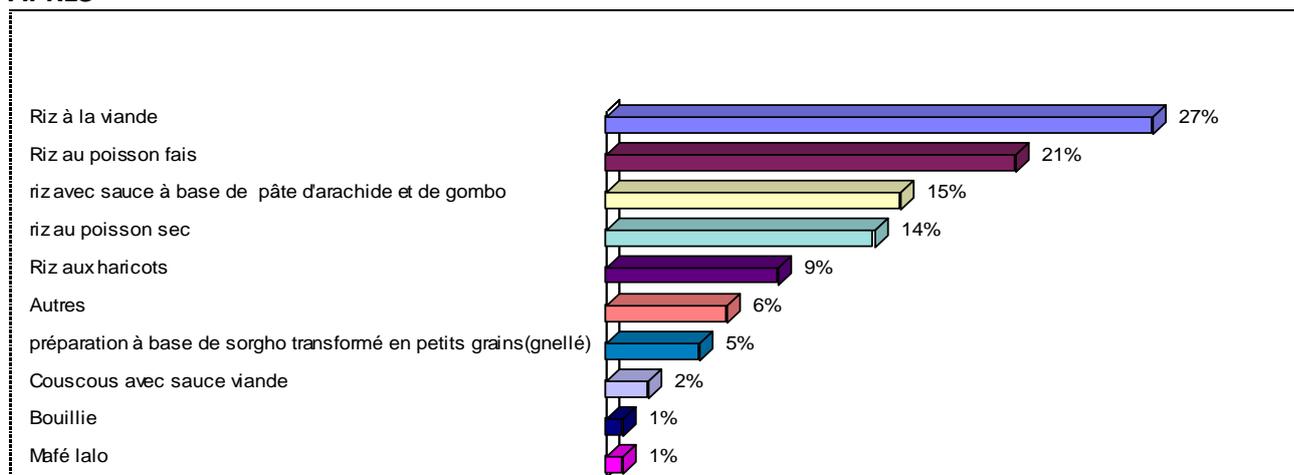
## AVANT



**Figure 1 : Les principaux plats consommés toute l'année au déjeuner il y a 60 ans au sein des ménages enquêtés**

Il y a 60 ans, les gens consommaient principalement à midi, des plats à base de pâte faite avec de la farine de mil, de maïs, de sorgho (ou des grains de sorgho). Ces pâtes étaient souvent accompagnées de lait, de beurre de lait de vache ou de sauces. On pouvait distinguer différents types de sauce : la sauce à base de pâte d'arachide (« Mafé »), la sauce à base de poudre de feuilles de baobab, la sauce à base de feuilles de haricots, la sauce à base de grains de haricots<sup>46</sup>. (Cf. Figure 1)

## APRES



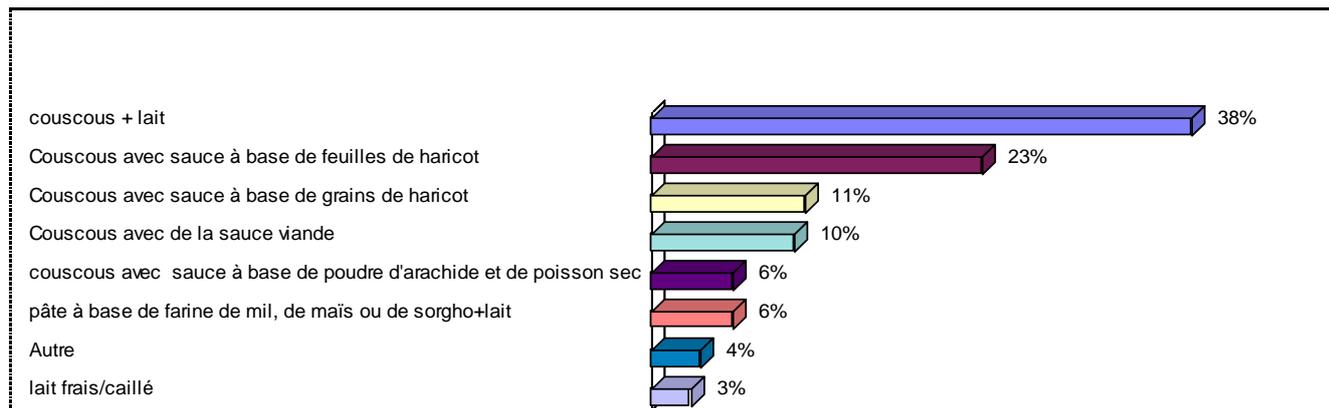
**Figure 2 : Les principaux plats consommés toute l'année au déjeuner actuellement au sein des ménages enquêtés**

Actuellement, les cinq (5) principaux plats consommés dans les ménages pour le repas de midi sont le riz à la viande (**27%**), le riz au poisson frais (**21%**), le « mafé » (**15%**), le riz au poisson sec (**14%**) et le riz aux haricots (**9%**). (Cf. Figure 2)

Concernant le **dîner**, d'après les données recueillies, il n'y a pas de grandes différences au niveau des plats consommés il y a 60 ans et aujourd'hui (Cf. Figure 3 et 4). Même si nous pouvons noter actuellement la consommation le soir de pâtes alimentaires à base de farine de blé (spaghetti, vermicelle...) dans quelques rares ménages (Cf. Figure 4).

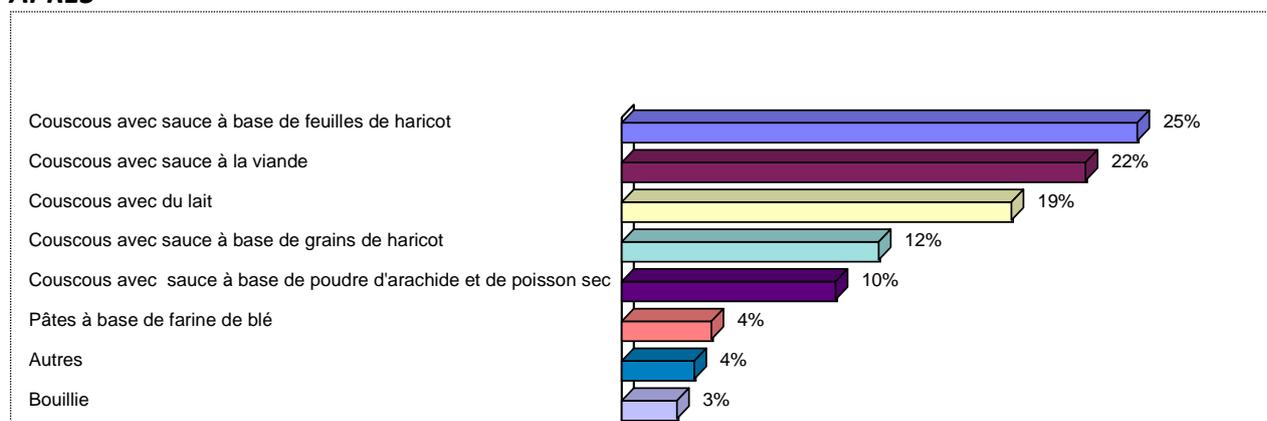
<sup>46</sup> Cf. Lexique en langues locales.

## AVANT



**Figure 3 : Les principaux plats consommés toute l'année au dîner, il y a 60 ans au sein des ménages enquêtés**

## APRES



**Figure 4 : Les principaux plats consommés toute l'année au dîner actuellement au sein des ménages enquêtés**

Il ressort que le couscous est toujours la base des principaux plats consommés pour le repas du soir. Il est souvent consommé avec du lait ou avec différentes sauces telles que : la sauce à base de feuilles de haricots (« *Dré* »), la sauce à la viande, la sauce à base de grains de haricots (« *Mollodji* ») ou encore la sauce à base de poudre d'arachide et de poisson sec (« *Khoughnély* »). (Cf. Figure 4)

La consommation d'aliments **entre les repas** est un phénomène nouveau. En effet, il y a 60 ans, les gens ne consommaient que leurs trois (3) repas par jour et même des fois, ils n'en consommaient que deux (2). Les rares aliments qu'ils pouvaient consommer entre les repas étaient des fruits sauvages (jujubes<sup>47</sup>, pain de singe<sup>48</sup>, myrobalan<sup>49</sup>, fruits du doum<sup>50</sup>, etc.) dont certains étaient également utilisés pour la préparation des plats principaux (couscous, pâte).

<sup>47</sup> Appelé aussi « datte chinoise », fruit du jujubier (« *Ziziphus mauritiana* »).

<sup>48</sup> Fruit du baobab africain (*Andansonia digitata*).

<sup>49</sup> Appelé aussi « datte du désert », fruit du *Balanites aegyptiaca*.

<sup>50</sup> Fruit du palmier doum d'Égypte (« *Hyphaene thebaica* ») à tige ramifiée.

<i>AVANT</i>	<i>Encas (fruits sauvages)</i>
<b>1<sup>er</sup> type</b>	jujube
<b>2<sup>ème</sup> type</b>	Pain de singe
<b>3<sup>ème</sup> type</b>	Myrobalan

Tandis qu'aujourd'hui, les gens mangent beaucoup entre les repas surtout entre le petit-déjeuner et le déjeuner. Ils consomment principalement le thé vert de Chine (**52%** des ménages) qu'ils boivent "sec" ou accompagné de pain, d'arachides ou de biscuits. Le thé est un aliment nouveau qui n'existait pas il y a 60 ans. Il est consommé par toutes les familles. Ces dernières boivent également du « *Zrigue*<sup>51</sup> ». Cette boisson est faite à base d'eau à laquelle on ajoute du lait (lait de vache frais, lait en poudre ou lait concentré non sucré) et du sucre. Quelques ménages de la communauté *Maure* consomment du « Tajin » qui est de la sauce viande accompagnée de pain à 10h. Cette sauce est surtout consommée dans les familles avec migrants de type 2 et 3.

<i>APRES</i>	<i>Encas</i>
<b>1<sup>er</sup> type</b>	Thé + pain/arachide/biscuits
<b>2<sup>ème</sup> type</b>	Boisson lactée
<b>3<sup>ème</sup> type</b>	Sauce viande + pain

Ces résultats obtenus ont été également confirmés lors des assemblées villageoises mais également lors des entretiens avec des personnes ressources telles que le "Président de l'URCAP", le "Président de l'UAGD", le "membre du COS". En effet, d'après ces dernières, avant les gens consommaient "local" et se nourrissaient principalement de couscous ou de pâtes à base de mil ou de maïs accompagnées de sauces de feuilles de différentes plantes sauvages telles que le baobab, le haricot. Il y avait du riz local qui n'était consommé qu'à l'occasion des fêtes car très rare. Aujourd'hui, avec la sécheresse, les gens ne peuvent plus vivre uniquement de ce qu'ils cultivent. Ils sont obligés de se ravitailler auprès des centres urbains. La ration alimentaire des ménages est donc principalement constituée aujourd'hui d'aliments importés à l'image du pays où **70%** des céréales (riz, blé, etc.) sont importés<sup>52</sup>.

## **b) Dimension sociale du mode de consommation familial**

Les modalités de consommation des plats dans les ménages n'ont pas changé avec le temps, elles font partie de la culture de la région. Quelque soit le niveau de vie du ménage, le mode de consommation des repas familiaux est le même. De coutume, les gens partagent tous ensemble le même repas et en mangent à la main. En effet, tous les membres d'un ménage mangent le même repas hormis des distinctions d'organisation selon l'ordre de grandeur des ménages.

<sup>51</sup> Dialecte *Hassanya*.

<sup>52</sup> Annexe A de la note du Projet EPSAR-G

Au sein des ménages de petite taille (moins de 10 membres), ils ont l'habitude de manger tous ensemble autour du même plat. Concernant les ménages de plus grande taille (10 membres et plus), il n'est pas rare de constater une hiérarchisation autour de chaque plats par genre et/ou génération. Par conséquent, une stratégie organisationnelle est mise en place selon les catégories de sexe et d'âge au vu du nombre important de membres composant différent type de ménage. Cette structuration engendre la présence d'un minimum de cinq (5) plats constituées du même repas, lors du déjeuner et diner de la journée. Cette pratique est rencontrée essentiellement au sein des grandes familles, où il y a majoritairement la présence de M1 et où l'achat de la ration alimentaire se fait en grande quantité.

Ainsi donc, on ne remarque pas forcément une alimentation spécifique pour les enfants, ni pour les adultes ou pour les personnes âgées au sein des ménages. Il n'y a pas non plus de distinctions alimentaires par genre : ils mangent tous les mêmes repas.

### **c) Principales raisons des changements d'habitudes alimentaires**

La plupart des enquêtés explique l'évolution des habitudes alimentaires par le phénomène migratoire. En effet, selon eux, l'ouverture des frontières et la cohabitation entre les ethnies leur font découvrir d'autres cultures et d'autres modes de vie ; d'où de nouvelles habitudes alimentaires.

De plus, selon certains chefs de ménages, de nos jours, avec la sécheresse l'agriculture ne suffit plus pour couvrir les besoins alimentaires des populations. En effet, lors des assemblées villageoises, au sein des localités du département de Sélibaby, les personnes enquêtées estiment qu'en moyenne 60% de la consommation est couverte par la production locale. Tandis que dans les localités du département de Ould Yengé, ce pourcentage est évalué à 10% par les assemblées villageoises enquêtés. Ces disparités agricoles pourraient s'expliquer par la présence du fleuve Sénégal au niveau du département de Sélibaby. De ce fait, l'importation de nouveaux aliments est nécessaire pour compenser ce manque.

Parmi les facteurs responsables du changement des habitudes alimentaires, les personnes enquêtées ont également cité l'augmentation du niveau de vie, l'éducation et la modernisation.

Avant, au niveau de la région du Guidimakha, la population ne vivait que de sa production locale (mil, maïs, arachide etc.). Maintenant, avec la migration, ils découvrent de nouvelles habitudes alimentaires et ont plus de moyens : pouvoir d'achat plus important. Ils peuvent donc se permettre d'acheter des aliments importés tels que le riz, le blé, l'huile, le lait en poudre, etc. Par conséquent, les produits locaux sont dévalorisés car tout le monde veut manger du riz (importé) à midi, c'est un phénomène de mode. En effet, beaucoup de jeunes aujourd'hui ne veulent plus manger du couscous au petit déjeuner et au déjeuner, ils préfèrent le riz à midi. De plus, les migrants de type 1 en rentrant au pays ont tendance à influencer les habitudes alimentaires de son entourage.

#### d) Perception du « bien manger » par la population

Selon les nutritionnistes, « Bien manger » est avoir une alimentation saine, variée, équilibrée et suffisante. Donc une alimentation qui apporte à l'organisme tous les nutriments dont il a besoin pour son bon fonctionnement.

Au sein des ménages enquêtés, plus de la moitié (**52%**) des chefs de ménages définissent « bien manger » comme étant le fait de « **manger à sa faim** » et **32 %** pensent que « bien manger, c'est **manger son plat préféré** ».

Ainsi il a été noté que, pour les *guidimakhankés* en général, la quantité de nourriture est plus importante que la qualité. Il s'agit d'abord d'être rassasié avant de s'intéresser à la composition nutritionnelle des aliments consommés et leurs effets sur l'organisme.

Les habitudes alimentaires entre les classes sociales se distinguent par les moyens financiers selon la majorité des chefs de ménage enquêtés. En effet, la qualité, la quantité et la diversité des aliments qu'on peut se procurer dépend en partie des moyens financiers dont on dispose. Néanmoins, ici au Guidimakha, le "riche" et le "pauvre" achètent les mêmes types d'aliments, disponibles sur le marché, en fonction des saisons (sèche ou froide). Par exemple, certains fruits et légumes de même que le lait frais ne sont pas disponibles toute l'année. Cependant, il peut y avoir parfois des différences par rapport à la qualité des aliments.

Ainsi, les ménages "avec migrants" et les ménages "sans migrants" mangent les mêmes types de plats. Ils prennent de la bouillie ou du café avec du pain le matin, du riz au déjeuner et du couscous le soir (Cf. Lexique en langues locales).

Par contre, selon les enquêtés, les ménages "avec migrants" mangent mieux que les autres en qualité (« *riz parfumé, gros poisson, viande grasse, etc.* ») et en quantité d'aliments. Car au vu du pouvoir d'achat "élevé" de certains ménages "avec migrants" (M1 en particulier), il porte à croire que la composition de leurs plats (mets plus variés : légumes et autres) serait de meilleure qualité que les autres.

### 2.3. Impact des migrations sur la production agricole et pastorale et sur les politiques publiques de sécurité alimentaire

#### a) Impact des migrations sur la production agricole et pastorale

**54% contre 42%** des ménages enquêtés pensent que la migration a des impacts aussi bien négatifs que positifs sur la production agricole. Ces impacts concerneraient essentiellement les M1 et M3. Concernant les impacts négatifs, la migration entraîne une perte de main d'œuvre, une dépréciation de l'agriculture par les jeunes, qui engendre l'abandon ou la diminution des surfaces cultivables.

Cependant, pour compenser ces effets négatifs, les migrants de type 1 et 3 (principalement) achètent du matériel agricole (charrues, houes, etc.), clôturent les champs pour lutter contre la divagation des animaux et recrutent de la main d'œuvre afin d'augmenter les récoltes.

La compensation des impacts de la migration sur la production pastorale se traduit par le transfert de capitaux (M1 en particulier) pour l'achat de bétail et de son entretien.

## **b) Impact des migrants sur les politiques publiques de sécurité alimentaire**

De même que les personnes ressources entretenues, la majorité des ménages enquêtés (**62%**) pensent que les migrants n'ont pas la possibilité d'influencer les choix du gouvernement en matière de SA. Selon eux, les migrants ne jouent aucun rôle dans les décisions des politiques publiques. **83%** des ménages enquêtés pensent que ces derniers n'ont jamais tenté d'influencer les décisions de l'Etat en faveur de la sécurité alimentaire. Par conséquent, selon la majorité des enquêtés, les migrants n'ont aucun impact sur les politiques publiques de sécurité alimentaire.

Cependant, certaines chefs de ménages ainsi que des personnes ressources, ont évoqué le fait que des associations de migrants participent à la création d'ouvrages communautaires : puits/forages, digues/diguettes, postes de santé, salles de classe, etc.

Ainsi, les migrants accompagnent implicitement les politiques gouvernementales afin d'améliorer la sécurité alimentaire au niveau de la région.

**N.B. :** Ce point sera plus détaillé par l'étude menée "là bas" (Ile de France) par l'équipe du PEPSAR-G à Montreuil où résident de nombreux ressortissants *guidimakhankés*.

## Conclusions et recommandations

Cette étude de recherche nous a permis d'évaluer l'impact des migrations sur la sécurité alimentaire au Guidimakha.

- En effet, la contribution des revenus issus de la migration au revenu des ménages "avec migrants" est définie par ces derniers comme étant « *cruciale* ». Cependant, la somme envoyée dépend du type de migrants. En effet, les ressortissants vivant et travaillant dans les pays industrialisés (Type M1) envoient plus d'argent par an que les migrants saisonniers et les migrants qui travaillent dans les pays d'Afrique. Cet argent contribue de manière considérable aux dépenses alimentaires des familles. Les principales denrées achetées avec cet argent sont des denrées importées telles que le riz, l'huile, le sucre, le lait etc.
- D'après la plupart des chefs de ménage enquêtés, les migrants (M1, M2, M3) n'ont aucun impact sur le prix des denrées alimentaires. En effet, selon eux, l'augmentation du prix des denrées est surtout due au libre commerce et à l'enclavement. Cependant, lors des entretiens, il a été soulevé le fait que les M1 pouvaient influencer l'augmentation des prix des denrées. En effet, ces derniers envoient beaucoup d'argent à leur famille, ce qui influencerait les commerçants à augmenter les prix compte tenu du niveau du pouvoir d'achat. Concernant l'emploi local, les M1 en investissant dans des biens immobiliers créent de l'emploi (manœuvre, ouvriers, etc.).
- Cette étude a également permis de constater une évolution des habitudes alimentaires dans la région. En effet, il y a 60 ans, la population produisait et consommait majoritairement des produits locaux. Les principaux aliments consommés étaient le mil, le maïs, l'arachide, les graines et les feuilles de plantes sauvages telles que les PFNL, le haricot, le coton, etc. Alors qu'aujourd'hui, les gens consomment des repas qui se composent principalement d'aliments importés tels que le riz, l'huile végétale, le sucre etc. L'évolution concerne surtout le petit déjeuner et le déjeuner avec l'introduction d'aliments importés tels que le blé, le café, le thé, le riz, etc. Par contre, les aliments consommés pour le dîner n'ont pratiquement pas changé. Les ménages consomment toujours du couscous accompagné de différentes sauces le soir. Selon les chefs de ménages enquêtés, ces changements d'habitudes alimentaires sont dus aux changements de mode de vie, à la migration mais aussi à l'éducation et à l'importation de denrées. De plus, pour la majorité des ménages enquêtés, la notion du « bien manger » est plutôt quantitative que qualitative. En général, les *guidimakhankés* accordent une plus grande importance à la quantité des aliments consommés qu'à leur qualité. Par conséquent, leur alimentation n'est pas forcément variée et équilibrée et cela pourrait avoir des conséquences néfastes sur leur santé.
- Les migrants ont des impacts positifs mais aussi négatifs sur la production agricole et pastorale. En effet, la migration (M1 et M3 en particulier) entraîne une perte de main d'œuvre. Les bras valides diminuent et par conséquent, il y a un abandon ou une diminution des surfaces cultivables. La migration attire les jeunes. De ce fait, ils ont tendance à délaisser les activités agropastorales qui sont dévalorisées. Pour compenser cette perte de main d'œuvre et pour augmenter les rendements agropastoraux, les migrants transfèrent de l'argent pour acheter des intrants.

Cependant, il est à noter une particularité concernant les M2. En effet, ce type de migrant n'entraîne pas forcément une perte de main d'œuvre vu que la majorité d'entre eux reviennent pendant la saison des pluies pour cultiver la terre.

→ La majorité des chefs de ménage pensent que les migrants n'ont aucun impact sur les politiques publiques de sécurité alimentaire. Cependant, les associations de migrants construisent des écoles, des puits/forages et des postes de santé dans leur localité. Cela permet à la population d'accéder à l'éducation, à l'eau mais aussi à la santé.

Ainsi, il résulte de cette étude que la migration a un double impact sur la sécurité alimentaire au sein de la région.

Afin de lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région, il est recommandé à l'Etat, les élus locaux, les organisations paysannes, les ONG ainsi que les associations de migrants de collaborer ensemble et de travailler sur plusieurs stratégies parmi lesquelles :

- Organiser des campagnes de sensibilisation sur le thème "habitudes alimentaires et santé" avec les services de santé communaux à destination des femmes ;
- Aider la population à augmenter leur production agricole ;
- Permettre à la population une meilleure accessibilité aux denrées alimentaires de base ;
- Impliquer davantage les migrants dans les projets de développement de la région.

## Bibliographie

### Ouvrages/Rapports :

- *Résumé du projet PEPSAR-G, GRDR Sélibaby, 2010.*
- *Guidimakha en chiffres 1995-2007 de l'Office National de la Statistique – Direction des Statistiques Régionales – Service Régional du Guidimakha (Ministère des Affaires Economiques et du Développement)*
- *Sommet mondial de l'alimentation, FAO, ROME, Novembre 1996.*
- *Projection en 2000 de l'Office National de la Statistique (ONS) en Mauritanie.*
- *Diagnostic sur l'impact des migrants sur le développement de la wilaya du Guidimakha – Octobre 2009 - Cellule du GRDR de Sélibaby – PaiDeL II (2007-2009)*
- *Migrations internationale Sud Nord. Regards croisés d'acteurs institutionnels, associatifs et de la recherche. 2-3 Novembre 2010\_ Université de Nouakchott-Mauritanie*
- *Le Guidimakha mauritanien\_Diagnostic et propositions d'action\_ P.Bradley et al. \_War on want\_Octobre 1977*
- *Rapport Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)\_République Islamique de la Mauritanie\_Données de Décembre 2005*
- *Rapport Enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie\_ PAM et CSA\_ Données de Mai-juin 2009*
- *Mobilités Ouest-Africaines et politiques migratoires des pays de l'OCDE. Cahiers de l'Afrique de L'Ouest. OCDE 2008*
- *Rapport Etude sur le suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie \_PAM , CSA\_ Mars 2010*
- *Rapport de la prospective « La Wilaya du Guidimakha en Mauritanie à l'horizon 2030 », GRDR - 2010*

### Sites Internet :

[www.grdr.org](http://www.grdr.org)

<http://fr.wikipedia.org>

## ANNEXES

- ❖ Carte de la Mauritanie situant le Guidimakha
- ❖ Carte de la *wilaya* du Guidimakha
- ❖ Termes de Référence (TdR) de l'étude « Migrations et SA »
- ❖ Plan d'activités individuel (PAI)
- ❖ Carte de Sélibaby
- ❖ Cartographie « Pourcentage d'émigrants sur la population totale au Guidimakha »
- ❖ Planning missions d'enquêtes Juin-juillet 2011
- ❖ Lettre d'information
- ❖ Courriers d'introduction
- ❖ Diaporama « Conseils à l'enquêteur/trice »
- ❖ Questionnaire « village » (« *Focus group* »)
- ❖ Questionnaire « ménage »
- ❖ Guides d'entretien semi-directif
- ❖ Lexique des termes en langues locales
- ❖ Retranscription Entretiens semi-directif